

**EXTRAIT DU REGISTRE DES  
DELIBERATIONS DU BUREAU DU SYNDICAT  
DU 7 MARS 2018**

DS/LD

**OBJET : 2.1.2 – ADMINISTRATION GENERALE – RESSOURCES HUMAINES – MISE EN PLACE PRIME  
INTERESSEMENT A PERFORMANCE COLLECTIVE**

L'an deux mille dix-huit, le sept du mois de mars à neuf heures, le BUREAU DU SYNDICAT DES EAUX DU BASSIN DE L'ARDECHE - S.E.B.A. -, dûment convoqué par le Président du Syndicat, s'est réuni au siège du Syndicat, sis quartier Les Vergnades à LARGENTIERE, sous la présidence de M. Jean PASCAL, Président du Syndicat.

Etaient présents :

M. Jean PASCAL, Président du Syndicat,  
M. Gilles DEVANCIARD, Vice-Président du Syndicat,  
M. Philippe SAUBIN, Vice-Président du Syndicat,  
M. Jacques CHARRIERE, Vice-Président du Syndicat,  
M. Jean-Claude BACCONNIER, Vice-Président du Syndicat,  
M. Jean-Manuel GARRIDO, Vice-Président du Syndicat,  
M. Philippe MERINE, Vice-Président du Syndicat,

Mme Geneviève CHASTAGNIER, Vice-Présidente du Syndicat,  
M. Stéphane CIVIER, Vice-Président du Syndicat,  
M. Joseph FALLOT, Vice-Président du Syndicat,  
M. Patrice FLAMBEAUX, Vice-Président du Syndicat,  
M. Max DIVOL, Vice-Président du Syndicat,  
M. Jean-François CUTTIER, Vice-Président du Syndicat,  
M. Jean-Léon VIELLARD, Vice-Président du Syndicat,

Etait excusé :

M. Angelin RAMANMALI, Vice-Président du Syndicat,

Etait absent :

M. Christian FAUGIER, Vice-Président du Syndicat,

A été élu secrétaire de séance : M. Stéphane CIVIER

## **OBJET : 2.1.2 – ADMINISTRATION GENERALE – RESSOURCES HUMAINES – MISE EN PLACE D'UNE PRIME D'INTERESSEMENT A PERFORMANCE COLLECTIVE**

**(La présente délibération a été soumise à l'examen du Bureau en vertu de l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales et des délibérations du Comité Syndical en date du 26 mai 2014 et 3 juillet 2017).**

La prime d'intéressement à la performance collective des services a été mise en place, dans la fonction publique, par la loi n°2010-751 du 5 juillet 2010 relative à la rénovation du dialogue social et comportant diverses dispositions relatives à la fonction publique.

Ainsi, le bureau syndical peut, après avis du comité technique, instituer une prime d'intéressement dans les conditions prévues par les décrets d'application n°2012-624 et 2012-625.

L'introduction de l'intéressement collectif dans les collectivités territoriales a vocation à rénover les pratiques de gestion, à renforcer la motivation des personnels, à améliorer la qualité du service public et à approfondir le dialogue social.

La prime d'intéressement à la performance collective peut être versée aux fonctionnaires territoriaux titulaires et stagiaires et aux agents non titulaires d'un même service ou d'un groupe de services. Une condition de présence effective dans le service d'une durée minimale de six mois est toutefois requise, sur la période de douze mois consécutifs qui constitue la période de référence du dispositif.

Sur décision de l'autorité territoriale, un agent peut être exclu du bénéfice de la prime d'intéressement au titre d'une année, en raison d'une insuffisance caractérisée de sa manière de servir constatée au titre de la même année.

Le bureau syndical est appelé à :

- Créer la prime d'intéressement à la performance collective des services ;
- Déterminer les services pouvant en bénéficier : il est proposé au bureau d'instituer la prime pour les services administratifs et techniques du syndicat (hors agents des régies d'exploitation en contrats de droit privé qui bénéficient de leur propre régime de prime variable sur objectifs – voir ci-dessous) ;
- Fixer les objectifs à atteindre, selon la proposition suivante :
  - Sécurité au travail : baisser la fréquence et la gravité des accidents du travail
  - Qualité des réseaux : améliorer le rendement annuel des réseaux
  - Qualité du service rendu : améliorer le taux de satisfaction des usagers
- Fixer le montant maximal de la prime : la proposition est de se placer au plafond réglementaire, soit 300 € pour 12 mois.

Concernant les agents de droit privé, un autre dispositif d'intéressement à la performance a été institué à travers l'accord de transition anticipé et sera étendu aux agents nouvellement embauchés des régies. Ce dispositif se base sur les mêmes objectifs, afin d'impliquer l'ensemble des agents du syndicat de façon coordonnée.

Dans sa séance du 15 février 2018, le comité technique a émis un avis favorable sur ce projet à l'unanimité.

Après en avoir délibéré, le bureau syndical, à l'unanimité des membres présents, **ADOpte** ces propositions.

POUR EXTRAIT CERTIFIE CONFORME,

Le Président,

Jean PASCAL